



HÉRACLÈS

AVRIL 2011

ÉDITORIAL

42

LETTRE BIMESTRIELLE D'INFORMATION ET D'ÉCHANGE
DE LA COMMUNAUTÉ DOCTRINALE TERRESTRE

C'est une démonstration que nous font le général de division Olivier de Bavinchove et ses officiers dans ce numéro d'Héraclès : celle de la pertinence du « niveau 2 » (équivalent division classe OTAN) et de leur capacité à l'organiser pour s'adapter aux réalités et aux besoins opérationnels les plus actuels. A travers eux, l'EMF 1 explicite comment appréhender justement la complexité de la manœuvre globale, qui exige une cohérence formidable en même temps qu'elle s'affirme tout à la fois multinationale, multicapacitaire et hyper-informée.

Sans conteste, s'appuyant particulièrement sur les enseignements de l'exercice NEMESIS SWORD 2010, les rédacteurs de ce numéro possèdent leur sujet et prônent des principes simples à comprendre, sans doute assez sophistiqués à développer et à harmoniser.

Par exemple, ils pensent devoir maîtriser parfaitement les procédures OTAN pour s'en libérer et être capables d'inventer une vraie manœuvre. Ils affirment la nécessité d'animer une réflexion préalable d'état-major dirigée et approfondie, avant de lancer toute planification. Ils estiment que l'on doit écrire, penser et parler anglais pour prétendre concevoir une manœuvre à la française dans un cadre multinational. Ils cherchent à passer du besoin d'en connaître au besoin de partager. Surtout, leur général nous prescrit de prendre en compte le fait qu'un état-major opérationnel de niveau 2 incarne d'abord un niveau de... commandement.

**Le général de division Thierry OLLIVIER,
commandant le Centre de doctrine
d'emploi des forces**

LE MOT DE LA PUBLICATION

Dans ce 42^{ème} numéro d'Héraclès, la parole est donnée à l'**Etat-Major de Force N°1** (EMF 1), structure de commandement de « niveau 2 ».

Le n° 43, à paraître en juin 2011, sera réalisé par le **SIMMT** (**S**tructure **I**ntégrée du **M**aintien en condition opérationnelle des **M**atériels **T**errestres).

Le n° 44, dirigé par le **CDEF/DREX** abordera les problématiques liées au RETEX.

ACTUALITÉS

3 Commander, encore et toujours...

TÉMOIGNAGES

5 Etre DL auprès d'une grande unité : *Objectif influence*

6 *L'Operational Design* ou la réflexion avant la planification d'une opération complexe

8 La circulation de l'information : entre ouverture et sécurité

9 «Intéropérabilité & sécurité : deux notions antinomiques»

RÉFLEXIONS

10 La perturbation liée au temps réel

12 Quel type de PC pour quelle guerre ?

14 Des compétences civiles au coeur du succès militaire

16 Le processus d'assessment

TRIBUNE

17 Intégrer l'OTAN ? oui, mais «*ne pas subir*»

18 Partage de l'information dans nos CO : le frein est-il technique ou culturel ?

20/21 CTA au sein des GTIA : Manœuvre aérienne... & l'appui du ciel...

Directeur de la publication : Général (2s) Claude KOESSLER

Rédacteur en chef : Capitaine Gwenaëlle DENONIN

Diffusion, relations avec les abonnés : Major Catherine BRÉJEON

Mise en page : Christine VILLEY - **Graphisme de la maquette** : Nanci FAUQUET

Impression : Imprimerie BIALEC - 95 Boulevard d'Austrasie - BP 10423 - 54001 Nancy cedex

Hébergement en ligne : WWW.CDEF.TERRE.DEFENSE.GOUV.FR

Adresse du CDEF : 1, PLACE JOFFRE - CASE 53 - 75700 PARIS SP 07





Commander, encore et toujours...



GÉNÉRAL DE DIVISION OLIVIER DE BAVINCHOVE
COMMANDANT L'ÉTAT-MAJOR DE FORCE N°1

NEMESIS SWORD 2010 est riche d'enseignements. Les pages d'Héraclès qui suivent en illustrent les aspects les plus marquants. Pour ma part, je souhaite mettre l'accent sur quelques points.

Les états-majors de force (EMF) sont des structures de commandement abouties qui ont gagné en maturité, en solidité et en densité au cours de la décennie écoulée. Le bien-fondé des décisions ayant présidé à leur mise sur pied, à la fin des années 90 et au début des années 2000, s'en trouve ainsi renforcé. L'investissement constant, en hommes, équipements et entraînement, y a fortement contribué depuis. Mais, on peut toujours faire mieux...

C'est un système qui témoigne du niveau d'ambition militaire de notre pays sur la scène internationale. Aujourd'hui, il est prêt à affronter la complexité. Essayons d'en délimiter les contours : complexité de nos opérations actuelles où l'adversaire ne se distingue pas nettement de l'allié, de l'indécis ou de l'indifférent ; complexité des structures de commandement de toute opération d'une certaine ampleur, en raison des aspects de gouvernance et de développement qui s'ajoutent aux questions plus classiques liées à la sécurité ; complexité à maîtriser des flux d'information et de renseignement qui apparaissent tous déterminants ; complexité

enfin, à faire cohabiter et agir ensemble des cultures tactiques qui sont encore bien trop différenciées.

Face à ces enjeux, seul le travail est payant. Il faut donc poursuivre résolument nos efforts :

- D'abord parler anglais. Ensuite, penser en anglais. Enfin, rédiger en anglais. Ce n'est pas si commun. Cela exige un réel effort de tous et pas des seuls niveaux de décision, faute de quoi notre système s'en trouverait grandement fragilisé. La maîtrise fine de la langue anglaise est encore le fait d'un noyau clef - qui s'étoffe certes - mais sur-sollicité dans un état-major opérationnel. Or, le laps de temps consacré à un exercice d'entraînement ne permet pas d'en vérifier la capacité à concevoir, convaincre et exprimer des ordres, dans la durée ; s'il lui était aussi demandé de contribuer quotidiennement au travail de plusieurs cellules, en traduisant, en interprétant ou en exprimant une pensée, le retard s'accumulerait inéluctablement. Ne nous leurrions pas, la sur-sollicitation de ces cadres ne peut se concevoir, sans conséquences : l'épuisement sera vite au rendez-vous.





- On répète à l'envie que les procédures de l'OTAN, les systèmes d'information associés et les cycles de fonctionnement sont contraignants, rigides et lourds à manier. Je n'en crois rien. Il est essentiel de connaître ces outils, mieux de les pratiquer, encore mieux, de les maîtriser. On découvrira alors, qu'ils offrent de vrais espaces de liberté, qu'ils n'interdisent nullement la souplesse et la réactivité qui font notre force. Là aussi, la compétence professionnelle acquise par le travail fera la différence. C'est en étant capable de s'extraire de «la procédure» – parce qu'il la maîtrise – que l'officier d'état-major rendra les services que l'on est en droit d'attendre de lui. Rien de bien nouveau à dire vrai ; rien qui ne soit à notre portée ; rien d'inhibant. Faire partie du «cercle de confiance» a ses exigences, il est vrai, mais c'est à ce prix que nous influencerons et que nous peserons sur les décisions lourdes de conséquence.
- Ce niveau de commandement est déployé sur le terrain pour décider et commander ; c'est une machine à décider. Commander, c'est en premier lieu réfléchir, prendre ce temps de la réflexion, en analysant, en exploitant des données souvent contradictoires - parfois confuses - en s'extrayant de la réaction immédiate qui donne l'illusion de l'action, en organisant le débat contradictoire. La masse d'informations disponible en temps réel est devenue, il est vrai, d'une extrême richesse ; elle est même si volumineuse qu'elle contribuerait à masquer, si on n'y prenait garde, l'effet majeur recherché. D'où la nécessité absolue de prendre ce temps de la respiration, qui est toujours un gain de temps. J'entends bien, ici et là, décrire les structures de commandement alliées comme étant des «reporting system» du haut en

bas de la chaîne hiérarchique. Maîtriser ce «reporting system» - qui est un des moyens de se faire comprendre et de valoriser l'action de la Force - est indispensable, mais on ne peut se satisfaire de cette seule maîtrise. A un état-major en opérations correspond une fonction bien définie et il lui est demandé une valeur ajoutée dans le processus de résolution des problèmes. Rendre compte est une chose ; avoir à en connaître en est une autre ; agir pour infléchir est d'une autre nature. Or, l'instantanéité de l'information disponible à tous les niveaux, expose à des méprises, voire à des incohérences. Chaque niveau de commandement doit réfléchir en vue de l'action, en restant à sa place, en ayant toujours le seul souci d'apporter une réelle plus-value et en faisant confiance aux échelons qui ont à traiter le temps réel. A organiser l'ensemble de la chaîne de commandement avec le même système d'irrigation de l'information, on prend le risque d'une paralysie de celle-ci. Pour résumer d'un trait, la célérité n'exclut pas la sérénité.

NEMESIS SWORD se situe clairement dans un environnement stimulant. Ce type d'exercice aiguillonne et offre des espaces pour apprendre et progresser. Le premier Corps Germano-néerlandais (1st GNC) – fort de son expérience opérationnelle – nous a offert un exercice d'une rare intensité, marquant et complet.

Etre DL auprès d'une grande unité : objectif influence

LIEUTENANT-COLONEL (TA) JEAN-PIERRE DELVILLE
CHEF B3 EMF1

Tu es choisi pour représenter ton état-major au niveau supérieur, presque toujours en environnement interarmées et systématiquement multinational. Quelque peu inquiet, tu appréhendes donc la délicate mission de DL et tu t'interroges sur les clefs de la réussite.

Deux conditions préalables devront être cependant remplies. Tu justifieras d'une part d'un **niveau irréprochable en langue anglaise**, d'autre part, tu devras être **parfaitement imprégné de la philosophie de l'action qui est celle de ton général**, et ne pas céder au syndrome de Stockholm sur le long terme, maintenant ainsi un lien de confiance absolu avec ton EM.

Une fois sur place, il te faudra faire œuvre de pédagogie, posséder une culture polyvalente des opérations terrestres, enfin soigner ton rôle de représentation.

Pédagogue, tu devras savoir convaincre un EM souvent sceptique, parfois réticent, du bien-fondé de ce que veut ton général, de ce qu'il ne veut pas, et pourquoi ce qu'il ne veut pas n'est pas négociable. Tu devras marteler les axes d'effort choisis, justifier les choix délicats, et démontrer la force des effets majeurs retenus. Il te faudra très vite identifier les divergences de perception d'un même événement qui apparaîtront inévitablement entre les commandeurs, afin de sensibiliser chaque EM sur la lecture que l'autre en a, évitant ainsi des confusions propres à générer des catastrophes si elles ne sont pas mises en évidence.



Expert, tu ne pourras pas te contenter d'être un «*go between*» mettant en relation les interlocuteurs des deux parties. Tu devras au contraire maîtriser *a minima* les fondamentaux de toutes les fonctions opérationnelles majeures, démontrer une expertise suffisante et devenir l'incontournable référent, celui qui sait, celui qui est là.





Il te faudra identifier les différences procédurales foncières entre les deux niveaux, afin de prendre des mesures palliatives et trouver des compromis de circonstance dans ce domaine. Ceci supposera une bonne connaissance de l'identité culturelle militaire de la «*lead nation*», laquelle imprime toujours sa marque à l'EM qu'elle arme, et qui ici te reçoit.

Ambassadeur enfin, tu devras rayonner.

Avec diplomatie.

Avec mesure.

Avec humilité.

Mais aussi avec personnalité et confiance en toi.

Car les qualités que tu montreras -ainsi que les lacunes que tu laisseras voir- seront entendues comme celles de tout ton état-major d'origine, de ta Nation d'origine. Ta maîtrise ou ton ignorance de la langue de travail deviendra celle de ton EM de Brigade, de ton EMF. Ta capacité d'adaptation à ce nouvel environnement sera aux yeux de tes interlocuteurs celle de tous les militaires français. Le crédit et la confiance que tu gagneras seront également acquis par tout l'EM que tu représentes. La force de conviction dont tu feras preuve deviendra celle de tes pairs, de même que ton aptitude au règlement des divergences, voire des conflits, deviendra celle de ton «*Command Group*», dont tu seras alors devenu un représentant crédible et fiable.

Expliquer, maîtriser, rayonner : des clefs complexes pour une mission délicate, et qui conditionnent la capacité d'influence que tu obtiendras - ou pas - au niveau supérieur.

Un vrai défi... à relever dans la durée !

L'Operational Design ou la réflexion avant la planification d'une opération complexe

COLONEL JEAN-MICHEL MILLET,
CHEF B5 EMF1

“ Si je disposais d'une heure pour sauver le monde, je consacrerai 59 minutes à identifier la nature du problème, et une minute à la façon de le résoudre. ”

Albert Einstein.





Planifier les opérations d'aujourd'hui est complexe. Au-delà de l'appréhension de la manœuvre adverse, de l'organisation des unités à commander, il s'agit tout d'abord d'identifier la nature profonde du problème et comment les soldats, parmi d'autres acteurs peuvent contribuer à sa résolution.

Fort de ce constat, l'état-major de la 1st (MN) DIV, confronté dans le cadre de l'exercice NEMESIS SWORD à un scénario de crise complexe et réaliste, a mis en œuvre une approche novatrice de la phase d'orientation de la planification visant à l'identification de la nature profonde du problème posé, plutôt qu'à la recherche immédiate d'une solution à un problème supposé évident.

Concrètement, le B5 a organisé, au profit du groupe de commandement et en amont de la planification proprement dite, plusieurs séances de travail visant à répondre aux questions successives :

- Quel est l'environnement général dans lequel la division va évoluer ?
- Quelle est la nature profonde de la mission probable de la division ?
- Quelles sont nos ressources ?
- Quelle pourrait être la vision d'un scénario vertueux ?

En amont de ces réunions, une documentation succincte d'analyse, pour soutenir la réflexion, fut fournie aux participants. Les séances elles-mêmes étaient animées par le chef B5 sous forme d'analyse critique ; chaque acteur du groupe de commandement était amené à participer à la réflexion d'ensemble et le COMDIV a pu ainsi affiner par touches successives, sa propre réflexion et ses orientations.

Il ne s'agit pas de brûler les étapes en lieu et place des travaux ultérieurs du groupe de planification, mais d'établir une **vision commune de la**

problématique et d'élaborer une liste de « principes clés » du COMDIV. Ces derniers, connus de tous, servent ensuite de guide aux travaux de planification.

Ces séances sont particulièrement bénéfiques : elles permettent en premier lieu d'imprégner progressivement les membres du groupe de commandement des spécificités de l'opération ou de l'exercice. Elles permettent ensuite de créer une dynamique et une « connivence » au sein du groupe de commandement. Elles permettent, enfin, au chef de mettre en perspective sa pensée et de l'expliquer clairement à ses subordonnés tout en mettant en relief l'esprit de synthèse propre à la culture militaire française.

Ce processus de réflexion a permis au groupe de commandement de l'EMF 1 d'être un élément moteur dans l'élaboration de la manœuvre du Corps et, en aval, lors de l'amalgame des renforts de l'état-major, de favoriser l'unité de pensée et d'action de l'état-major par le recours à une liste de « principes-clés », synthétisant la pensée du commandeur.

Ce travail préliminaire de « conception » (*design* en anglais) s'apparente au dialogue de l'architecte avec le client sur le « quoi ? », alors que la planification proprement dite s'apparenterait davantage au dialogue de l'architecte avec le maître d'œuvre sur le « comment ? ».

En adéquation, à la fois, avec la culture militaire nationale, l'approche globale de la manœuvre et la doctrine de planification de l'OTAN¹, la formalisation de cette étape décisive d'orientation menée par le groupe de commandement mérite donc d'être pérennisée■

1 Comprehensive Operations Planning Directive ; (COPD Trial version, ACO février 2010)

La circulation de l'information : entre ouverture et sécurité

COLONEL BRUNO DEMESY , CHEF B2 EMF1

Qui dit manœuvre globale dit renseignement global. Et cette universalité doit se traduire aussi bien dans la forme et le fond du produit que dans le processus et les conditions matérielles d'élaboration.

Ce décloisonnement du renseignement pose des problèmes de sécurité quand il s'opère dans l'OTAN.

En France, la réponse à ce besoin d'exhaustivité est le renseignement dit d'intérêt militaire. Cette appellation traduit effectivement ce besoin connu d'appréhender tous les facteurs non militaires influant sur les opérations. Or ce renseignement d'intérêt militaire est une réponse stratégique qui n'a pas de transposition homothétique au niveau 2, tactique. La formation du personnel et les méthodes d'analyse sont communes aux niveaux stratégique et tactique français mais les documents de référence ne statuent pas sur l'organisation des espaces de travail, les PC.

Au cours de l'exercice NEMESIS SWORD, l'EMF1 a concentré les fonctions de planification et conduite et agrégé les fonctions d'influence nécessaires à l'exécution de la manœuvre globale. Malgré la contrainte des shelters AMPC, le PC a essayé de travailler en espace ouvert (*open space*) en ouvrant les portes en permanence et en laissant le G2 en libre accès. Le libre accès n'est cependant pas dans l'esprit des règles de sécurité nécessitées par certaines cellules d'un G2, comme les G2X et SEWOC¹ (guerre électronique).

Un enseignement majeur de NEMESIS SWORD est de conserver cette architecture en espace ouvert, mais la réflexion en cours porte sur le niveau de risque de compromission à admettre et la part de sécurité donc d'isolement à accepter. Repositionner

les cellules G2X et SEWOC en zone de classe 1 quand le G2 reste au cœur des acteurs de la manœuvre globale, c'est déstructurer l'organisation actuelle des G2 et laisser ces cellules sensibles hors de l'information ambiante. Sinon, positionner de nouveau tout le G2 en zone de classe 1 oblige la mise en place de collecteurs de l'information (*info manager*) dans toutes les cellules impliquées dans la manœuvre globale et donc mettre en place un réseau visible d'espions qui susciteront la méfiance des acteurs civils de passage dans l'état-major.

Cependant, ce problème de sécurité ne concerne pas uniquement le renseignement mais tout le domaine des opérations; et les opérations menées dans la cadre de la manœuvre globale impliquent aussi des agences qui n'appartiennent pas à l'OTAN et qui n'en appliquent pas les procédures. Il ne s'agit donc plus seulement de rester dans le cadre des procédures de l'OTAN pour trouver une solution à la circulation de l'information mais aussi de remettre en cause, peut-être temporairement, localement, partiellement, les règles de sécurité. L'OTAN doit réfléchir à aller au-delà des mentions de diffusion qui autorisent des organisations ou des pays hors de l'Alliance à recevoir des documents internes, mais bien imaginer comment faire participer les acteurs civils aux décisions et aux actions sur un pied d'égalité avec les militaires de l'OTAN. Donc, d'imaginer un PC ouvert au personnel civil, dont la structure conviviale ne reflète pas une des réticences ataviques des militaires, chercher à «enquêter» sur des civils soucieux de leur intégrité et de leur indépendance quoiqu'acteurs paritaires dans un état-major collégial■

¹ Signals Intelligence/Electronic Warfare Operations Centre

« Intéropérabilité et sécurité : deux notions antinomiques ? »

...« *DARE TO SHARE* » !

LIEUTENANT-COLONEL BRUNO DURANCE, OSSI EMF1

«FM CHEF DIV AC 171010 1600Z
TO GAL S/C EMA CPI/ LID
IMMEDIAT

BT : Demande votre accord pour connecter
réseau SICF FR DIV au réseau allié GE/NL
TITAAN-HEROS»....

■ ■ ■ **Q**uelques heures avant le DEBEX de l'exercice NEMESIS SWORD 2010, cette autorisation de la plus haute autorité SSI/LID (Sécurité des Systèmes d'Information/Lutte Informatique Défensive) des Armées a été nécessaire, malgré une préparation minutieuse de l'architecture de nos réseaux depuis de nombreux mois et un audit de sécurité approfondi de la 785^{ème} CGE (Compagnie de Guerre Electronique). Cet échange entre la DIRection d'EXercice et l'EMA montre bien toute la sensibilité de ce sujet et la prudence qui s'impose dès lors que l'on traite d'interopérabilité.

L'explosion des technologies de l'information, ainsi que la numérisation autorise l'échange de tout type d'information de manière quasi instantanée et à une échelle planétaire. Maîtriser l'information est donc au cœur des combats modernes, pour savoir avant l'adversaire, en savoir plus et ainsi agir au plus vite. Pour y parvenir, l'interopérabilité des systèmes d'information, dans un cadre

interarmées et/ou interalliés, est une condition impérative pour toute opération quelle qu'elle soit.

Mais cette interopérabilité génère autant d'appréhensions que de risques réels en termes de vulnérabilités impactant la sécurité. Le challenge pour la sécurité des systèmes d'information (SSI), c'est bien, alors, de proposer les arbitrages qui visent à identifier puis réduire les risques et faiblesses inhérentes aux interconnexions des systèmes et permettre ainsi la confidentialité, la disponibilité et l'intégrité des informations.



Le défi est bien d'inter-opérer -donc de partager en temps réel et de façon la plus automatisée possible les informations- tout en évoluant dans un environnement sécurisé.





Cela dit, il faut bien distinguer deux aspects à l'interopérabilité : celui des supports techniques (réseaux, systèmes, ...) et celui des informations traitées.

Techniquement, il est toujours possible de réaliser une liaison chiffrée donc sécurisée entre deux systèmes d'informations. Il en est tout autrement de la maîtrise de l'information lorsqu'elle sort de notre environnement sécurisé.

Ainsi, définir quel type d'information partager avec nos alliés est stratégique. En d'autres termes, il s'agit de décider ce qu'on autorise à voir, ce que

l'on s'autorise à transmettre, dans quelles limites en fonction du strict besoin d'en connaître dans le cadre de la mission impartie.

L'enjeu de l'interopérabilité c'est alors le degré de confiance que l'on accorde à nos alliés. Degré de confiance qui doit être clairement établi, qui doit être harmonisé et qui doit pouvoir évoluer si le besoin s'en fait sentir. Tout cela en respectant les STANAGS et procédures de sécurité. Le défi comme toujours c'est de trouver le bon équilibre entre partage de l'information et sécurité de nos forces et de nos intérêts. Définir cet équilibre est une responsabilité de commandement. Actons l'évolution du «*need to know*» au «*dare to share*»■



RÉFLEXIONS

La perturbation liée au temps réel

COLONEL HERVÉ BIZEUL,
CHEF DPO EMF1

L'irruption du temps réel dans les opérations n'est pas un fait nouveau. Chacun mesure l'intérêt de disposer de manière presque instantanée des informations permettant d'appréhender clairement et rapidement des situations souvent complexes. Dans les opérations asymétriques, c'est un atout décisif car

cela permet, de saisir chaque opportunité de frapper l'adversaire, par nature insaisissable. Pourtant, quiconque a vécu un instant au sein d'un état-major moderne, sait combien il est difficile de gérer cette information et de faire le tri des données inutiles de celles qui le sont moins, notamment celles destinées au chef.

NEMESIS SWORD a, une nouvelle fois, mis en évidence, l'ampleur de l'impact du temps réel sur le processus de décision et la planification des opérations. La perturbation des états-majors liée à ce phénomène, ne doit pas être ignorée.





On comprend aisément qu'un état-major de brigade, dédié à la conduite des opérations soit pleinement préoccupé des événements du quotidien mais le niveau 2, et a fortiori le niveau 1, doivent absolument s'en préserver, au risque de ne plus

remplir les missions pour lesquelles ces niveaux de forces ont été créés.

Il est en effet déterminant, à ce niveau d'état-major, de mettre en place des espaces de réflexion et de synthèse, de s'échapper du quotidien et de ne pas donner plus d'importance

qu'il n'en faut au fameux «caporal stratégique». Certains événements de portée médiatique ou ayant des conséquences militaires graves, méritent bien évidemment d'être portés à la connaissance des chefs, mais ils ne sont pas si nombreux qu'on le dit.

Il ne faudrait pas que par le jeu des comptes-rendus et des procédures CCIR¹, nos états-majors de niveau 2 deviennent des univers fébriles dans lesquels le chef est constamment interpellé par la relation de micros événements, pour la simple raison que les moyens de commandement permettent une transmission rapide et instantanée des informations.

Faisons preuve de bon sens et apprenons à mieux utiliser nos outils. Nous risquons, si nous n'y prêtons pas garde, d'occulter les formidables avantages des avancées technologiques actuelles pour n'en retenir que les effets pervers. Un état-major de niveau division, voué à la planification des opérations, au ciblage, à la coordination et à la conduite d'opérations complexes à haute valeur ajoutée, doit demeurer un espace de réflexion. N'exigeons pas de son chef qu'il soit au courant «de tout». Ce serait certainement le moyen le plus sûr pour qu'il ne discerne plus rien dans la somme des comptes rendus et des mails qui lui parviennent. En conduite, le nouveau rôle d'un état-major de niveau 2, est donc très certainement d'extraire le chef de la gangue

du quotidien. Tous y participent mais le *command group* y joue un rôle prépondérant. Ces officiers, placés dans le cercle de confiance du commandant de l'opération, connaissent sa philosophie d'action et sont parfaitement en mesure de filtrer ce qui doit lui être communiqué comme information. Il importe dans l'organisation interne de l'état-major de préciser les tâches qui leur incombent.

Mais le tri des informations repose aussi sur le rôle magistral et central du *Joint Operations Center (JOC)* et des procédures de comptes rendus mises en place par l'échelon supérieur. L'exigence de multiples comptes rendus pour la moindre anicroche sur le terrain est un phénomène contre lequel il faut lutter sans relâche.

C'est enfin la mission du CAC (*Comprehensive Approach Coordinator*) au travers du processus «*d'assessment*» que de faire régulièrement le point de la situation et d'estimer ce qui doit être réorienté ou amendé dans la manière de mener les opérations.

Toute cette organisation interne, si elle est mise en place avec précision, contribue à la maîtrise de l'information. Mais elle ne produit des effets durables que si chaque niveau de commandement et surtout l'échelon supérieur, gère avec maturité l'information dont il a besoin et accepte de rester dans une certaine ignorance des choses². Cela exige, force de caractère des commandeurs et, bien évidemment, sens des responsabilités, loyauté et discernement des subordonnés.





La division française mise sur pied au cours de l'exercice NEMESIS SWORD y est parvenue en choquant parfois ses interlocuteurs du corps germano-néerlandais plus habitués à l'exhaustivité des échanges otaniens. C'est en annonçant, d'emblée, que la division n'était pas un « *reporting system* » que le général a réussi à préserver son espace de responsabilité et de liberté.

A l'heure de notre retour dans l'OTAN, il importe d'être lucide et fort sur ce point car il y a un

risque de perdre une part de notre identité faite de souplesse dans l'action, de réactivité et de subsidiarité des responsabilités. Les capacités de nos moyens de commandement ne doivent pas engendrer des besoins artificiels en informations. C'est un risque réel dans les états-majors de l'OTAN dans lesquels les échanges d'informations, déjà multiples et redondants, se nourrissent d'un esprit souvent trop procédurier.

La multinationalité explique un certain nombre de choses. Mais le besoin de tout connaître dans l'instant est également le reflet d'un état

d'esprit plus analytique que synthétique. Il faut savoir y résister car si le sens de la méthode et de l'organisation de nos alliés est un atout indéniable, leur manque de souplesse et leur rigorisme sont plutôt un frein à l'imagination et à l'originalité.

Comme dans d'autres domaines, s'intégrer ne signifie pas s'aligner. Ne pas se laisser perturber sans cesse par la capacité illusoire de maîtriser le temps réel est une qualité que nous devons conserver■

1 CCIR « *Critical Commander's Informations Requirements* »

2 La *Task Force La Fayette* alimente au profit du RC-E une batterie de 240 indicateurs...

Quel type de PC pour quelle guerre ?

COLONEL JEAN-PHILIPPE LAMBERT

CHEF DE LA DIVISION SIC AC DE L'EMF1

« - Mon général, je vous présente la douzième version de l'organisation du CO pour l'exercice NEMESIS SWORD 2010.

- Accord, cette fois je la valide ! »

Cet échange entre le chef d'état-major et le général commandant l'EMF1 montre l'alchimie délicate entre l'organisation fonctionnelle de l'état-major, les procédures de travail et d'échanges à mettre en place au sein de la force et son système d'information ; le tout conduit, *in fine*, à une organisation efficiente du PC de la division.

L'architecture physique du PC de la division n'est pas neutre. Elle facilite ou non la circulation de l'information, elle influe sur le mode de travail, elle permet l'atteinte d'un niveau de performance. Elle dépend pour une large part de la nature de la mission et de la façon dont le chef entend mener son opération. S'agit-il de coercition ou de stabilisation? D'évidence, le déploiement physique du PC sera différent.





Les opérations de coercition ou d'entrée en premier sont rodées. Les plans type de CO pour ces opérations sont plus simples et donc mieux maîtrisés.

Les opérations de stabilisation sont, quant à elles, plus récentes et l'expérience moins conséquente. Et pourtant, rien n'est plus essentiel que l'organisation du PC de division dans ce type d'engagement.

En effet, les opérations de stabilisation nécessitent une large ouverture vers le monde non militaire

(les ONG, les autorités politiques locales, les spécialistes des affaires civilo militaires), l'intégration d'équipes mixtes -militaires et civiles- dans nos PC, mais nos méthodes, nos procédures et nos moyens se prêtent plus difficilement à ce profil de mission plus complexe.



Communiquer est un impératif. Les états-majors opérationnels n'y échappent pas. Nous faisons alors face à un triple défi.

- Communiquer oui, mais comment ? La NEB permet d'échanger tout type de données, mais elle génère un flux considérable d'informations qu'il faut maîtriser. La caractérisation des informations (urgence/sensibilité/importance), la discrimination rapide entre l'essentiel et ce qui l'est moins et l'élaboration d'un *reporting system* performant sont autant de préalables essentiels à un bon partage de l'information.
- Communiquer oui, mais avec qui ? L'implication de multiples acteurs et leur intégration dans des équipes mixtes militaires et civiles rend

l'équation plus complexe. L'accès aux différents circuits d'information, leur intégration aux processus et aux espaces de travail, le droit d'en connaître sont autant de vraies questions.

- Il faut donc communiquer en sachant s'adapter. Cela nécessite une organisation évolutive du PC de division, capable de faire face à un changement de phase de l'opération, à une évolution induite par une modification de l'environnement, à l'apparition d'une nouvelle menace, ou simplement répondre à un besoin spécifique de telle ou telle cellule du PC.

L'organisation physique du CO de la division doit aussi prendre en compte les contraintes techniques et physiques qui doivent s'estomper au maximum au bénéfice de l'organisation fonctionnelle. En la matière, le rapprochement récent de la fonction Quartier Général et de la fonction SIC est prometteur et permettra une meilleure synergie entre l'organisation fonctionnelle et physique de nos PC.

L'implication personnelle du chef, une prise en compte aigue des processus décisionnels et d'information par tout l'état-major et une parfaite synergie entre l'organisation fonctionnelle et l'architecture physique du PC de la division conditionne largement la réussite d'une opération



Bibliographie :

Network-centric organizations (The Key to military transformation in the 21st century)- IBM
Réseaux de télécommunications militaires - M . Pierre Lagoutte - Andersen Consulting, *Foundation of Business Systems*, Dryden Press, Fort Worth, 1982

Des compétences civiles au cœur du succès militaire

COL CHRISTOPHE BERTHIER, CHEF DEO EMF1

Les enseignements tirés de l'exercice NEMESIS SWORD sont particulièrement intéressants sur le plan de la mise en œuvre de la manœuvre globale même s'ils restent, comme toujours, limités par les contraintes naturelles d'un exercice.

Le scénario était assez représentatif des opérations actuelles qui ne consistent pas à détruire un ennemi mais à reconstruire un pays.

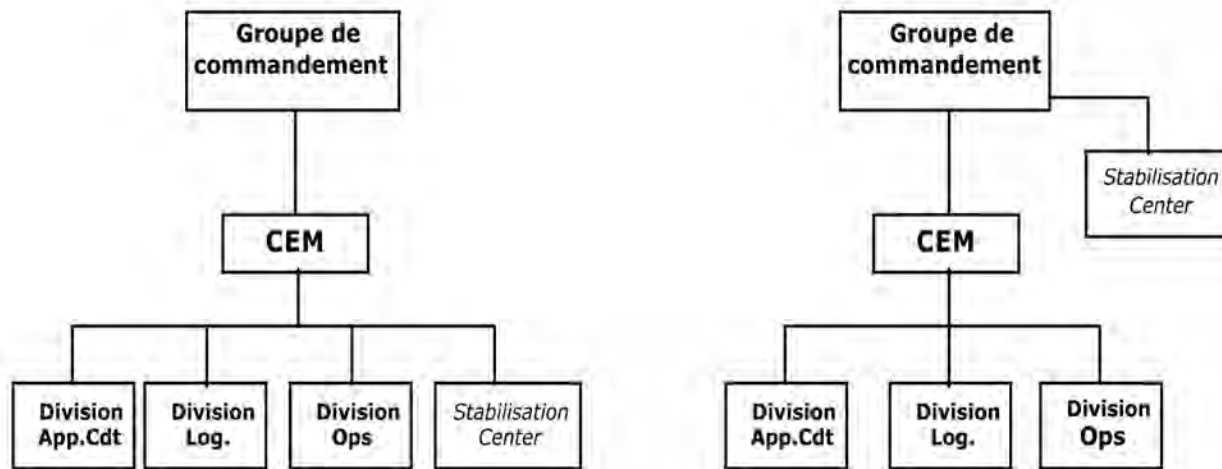
L'exercice NEMESIS SWORD a néanmoins mis en évidence qu'au-delà du discours convenu, il faut bien admettre que le militaire est très souvent démuné pour traiter de manœuvre globale dans les états-majors actuels. Et pourtant, il est souvent placé de facto devant cette responsabilité dans les phases initiales des crises, quand les aspects sécuritaires priment sur la relance économique ou la reconstruction politique du pays. Une manière de résoudre cette équation est de procéder à une véritable révolution intellectuelle et d'intégrer de manière volontariste de vraies compétences civiles dans nos états-majors. Un noyau clé de civils, ayant des compétences indiscutables et dûment sélectionnés, doit être intégré d'emblée, c'est-à-dire dès la phase de planification. En effet, les méthodes et le style utilisés pour le rétablissement initial de la sécurité auront des effets directs et durables sur la reconstruction ultérieure. Deux modèles obtiennent des résultats différents.

- Le premier est un modèle de type européen dit «collaboratif ou coopératif». Le dispositif au Kosovo correspond à cette vision avec l'ONU en charge du volet politique, l'UE en charge du développement économique et de la police tandis que l'OTAN est en charge du volet sécuritaire. Quiconque a servi au Kosovo reconnaîtra que c'est la vision *a minima* de la manœuvre globale, davantage fondée sur la coordination que sur la création d'une véritable synergie plus facile à obtenir dans une organisation centralisée.
- Le second est le modèle intégrateur, à l'image de l'organisation américaine mise en place en Afghanistan, avec une centralisation très forte et il faut le reconnaître un rôle important dédié au militaire dans la phase actuelle.

Au niveau opérationnel (Corps, division, brigade) ces deux modèles imposent un renforcement des capacités «civiles» de nos états-majors.

Des conseillers politique et gouvernance, des conseillers culturels voire religieux, des experts juridiques plus axés sur la reconstruction d'un appareil judiciaire, des policiers, des douaniers, des experts et ingénieurs en développement économique (agriculture, industrie, infrastructure, ressources naturelles, ...) voire en éducation doivent ainsi être insérés.





On en arrive tout naturellement à un «*stabilisation center*» qui faisait cruellement défaut lors de NEMESIS SWORD. De là, en découlent une organisation nouvelle de l'état-major et surtout un mode de fonctionnement différent. Deux organisations possibles sont proposées ci-dessous.

En tout état de cause, dépasser le cloisonnement de l'organisation actuelle reste un défi.

Pour NEMESIS SWORD une solution palliative a été expérimentée. Ainsi, pour faire face à une dégradation rapide de l'état d'un canal pouvant avoir un impact humanitaire dramatique sur la région, l'EMF a mis sur pied un groupe de travail *ad hoc* dirigé par le chef G3 2D, conseillé par le POLAD, le LEGAD, l'INFO OPS et la communication opérationnelle pendant que le G5 développait en parallèle un GPPO pour s'occuper du côté militaire du problème. Cette solution a donné

satisfaction mais n'aurait pas pu être reproduite en cas d'un incident supplémentaire du fait du faible armement d'un certain nombre de spécialités.

Une fois la phase initiale accomplie, le militaire doit alors rechercher à se focaliser sur le seul pilier sécuritaire et n'assurer qu'une simple coordination avec les autres acteurs. Afin de rester dans un modèle intégrateur, cela suppose que le militaire passe sous les ordres directs d'une organisation civile sur le théâtre.

C'est ce que font actuellement nos camarades britanniques dans la *PRT* du Helmand, où une fonctionnaire civile de haut rang (*a two star civilian*) a pris la direction. Cela a visiblement fait grincer quelques dents au début mais semble commencer à porter ses fruits.



Le processus d'assessment

COL HERVÉ BIZEUL, CHEF DPO EMF1

En situation de coercition, une fois les opérations lancées, le cycle décisionnel dépend d'acteurs extérieurs à l'état-major :

- l'échelon supérieur via les directives qu'il donne,
- l'adversaire par son action ou sa réaction face à la manœuvre amie.

Très classiquement, un GPPO est mis sur pied s'il s'agit d'instruire une situation tactique complexe ; s'il s'agit d'un ordre de conduite, le G35 est activé.

En opération de stabilisation le processus d'élaboration des ordres est plus difficilement saisissable. En effet, la situation étant « stable », le

supérieur diffuse peu d'ordres. Quant aux actions de l'ennemi ou des belligérants, elles ont peu de conséquences pour la division puisqu'elles sont traitées par les brigades qui conduisent la manœuvre tactique des GTIA. Le facteur de déclenchement du cycle décisionnel de l'état-major de niveau 2 repose alors sur l'évaluation interne et régulière de l'action de l'ensemble de la force.



Le CAC réfléchit à la manœuvre globale en se mettant dans la peau de l'adversaire !

Le processus d'assessment mis en place s'articule autour du «CAC¹» et s'appuie sur l'*operational design*. Cet outil de planification illustre visuellement les différentes lignes d'opérations et les points décisifs qui en jalonnent les différentes étapes. Prolongé d'un tableau de synthèse des effets à obtenir -la matrice des effets-, il permet de se situer par rapport à l'état final recherché. Au cours des réunions «d'assessment», l'état-major les passe en revue et porte une appréciation sur l'évolution dans le temps des points décisifs. Sont-ils atteints ? Sont-ils en progrès ? Sont-ils en régression ?

Un exemple : il est très facile d'établir «l'acceptation de l'action de la force par la population locale» au regard du nombre d'IED détectés grâce aux renseignements donnés par la population².

De cette manière, tout en s'appropriant la situation, l'état-major est en mesure de présenter au général, selon une périodicité à définir, une appréciation claire de la situation et de lui proposer les axes d'effort qui s'imposent. Car c'est bien cela dont il s'agit. Etablir

un système de pilotage avec de trop nombreux indicateurs tue en revanche la vision d'ensemble, ne sert à rien et présente des risques graves d'aveuglement. Il ne faut pas complexifier à l'excès les choses simples.

Le processus d'assessment est l'outil qui fait vivre la manœuvre globale.

Si le cheminement pour aller vers la décision d'état-major est original, le produit final de ce travail demeure très pratique. Il s'agit toujours de produire des directives, de lancer des études, d'influer le comportement de telle ou telle personnalité ou très communément de rédiger des ordres.

Contrairement à ce que l'on peut penser au prime abord, le processus d'appréciation d'une manœuvre dite globale, demeure ainsi concret et centré sur l'action■

1 CAC «Comprehensive Approach Coordinator» officier du grade de colonel chargé de coordonner la mise en œuvre de la manœuvre globale. A l'EMF1, cet officier commande les cellules chargées de l'approche indirecte : opérations militaires d'influence, Com ops et coopération civilo militaire.

2 Parmi d'autres indicateurs.

Intégrer l'OTAN ? oui, mais « ne pas subir »

LIEUTENANT-COLONEL (TA) JEAN-PIERRE DELVILLE,
CHEF B3 EMF1

« L'ACTION DE GUERRE REVÊT ESSENTIELLEMENT LE CARACTÈRE DE LA CONTINGENCE ».

Le dossier central de Terre Info Magazine d'octobre s'intéresse aux « Français de l'Alliance », et souligne leur « volonté de ne pas voir se dissoudre leur identité », l'expatriation ne devant pas « signifier abandonner sa culture d'origine pour épouser systématiquement celle de ses nouveaux chefs ».

Voici un vrai sujet d'actualité qui mérite peut-être plus d'attention dans le domaine opérationnel. En effet, les exercices récents menés sous l'égide de l'OTAN, notamment NEMESIS SWORD, confirment ce que l'expérience de terrain révélait déjà : **la culture militaire française peut et doit s'exprimer pleinement.**

En effet, les procédures otaniennes dont on parle beaucoup n'ont ni la rigueur, ni la polyvalence qu'on leur prête : il n'existe pas deux EM de l'OTAN de même niveau, tant au sein des structures permanentes qu'en OPEX, qui soient sur les mêmes structures, qui appliquent les mêmes SOPs, qui utilisent les mêmes cadres

d'ordres. Tout est normé, mais rien n'est vraiment figé. Tout est similaire, mais rien n'est absolument uniforme. Tout est défini, mais rien n'est définitif. Le général de Gaulle affirmait du reste que « l'action de guerre revêt essentiellement le caractère de la contingence ». Au sein des procédures de l'Alliance, il existe des champs à explorer, des espaces de manœuvre à conquérir, des améliorations à apporter.

Un exemple parlant : le processus d'élaboration des ordres. Qui n'a pas fait l'expérience de ces idées de manœuvre sans fin ne listant que des tâches à accomplir, et dont le but principal sera l'inévitable SASE « Safe And Secure Environment » ?

N'avons-nous pas ici quelque proposition constructive à formuler ? L'expression d'une idée de manœuvre « à la française » mérite d'être promue, car elle éclaire un effet majeur à obtenir, authentique condition *sine qua non* de l'accomplissement de la mission. S'opposent ainsi l'approche otanienne, **purement analytique**, et

l'approche nationale, **réellement synthétique**. Soyons en sûrs : le savoir-faire français est reconnu et apprécié. Notre expérience est recherchée. Nos avis sont écoutés.

Mais restons humbles ! Il ne s'agit nullement de prétendre imposer à la galaxie otanienne nos *modus operandi*, une virtuosité tactique tellement parfaite qu'elle en deviendrait incontournable, une forme de suffisance qui s'exprimerait notamment dans la réactivité en conduite, au cri de « **nous, Français, on sait faire !** ». En un mot, il ne s'agit pas de nous imposer crânement, mais juste de proposer quelques heureuses alternatives aux lourdeurs bien connues.

Demeure néanmoins un problème, majeur : pour influencer, il faut d'abord être crédible. Et être crédible, c'est d'abord maîtriser les procédures qu'on prétend améliorer. C'est aussi maîtriser la langue anglaise. Est-ce toujours le cas ?

N'en doutons pas : notre crédit au sein des grands états-majors de l'Alliance dépend aussi de ces deux derniers paramètres ■

Partage de l'information dans nos CO : le frein est-il technique ou culturel ?

CDT PASCAL FATH,
CHEF DU BUREAU G6 OPS EMF1



Le début de l'année 2011 marque pour l'EMF1 la fin d'un cycle d'alerte et de préparation opérationnelle intense : FTSIC, NEPTUNE, LANNES, FORTEL et NEMESIS SWORD

en ont été les rendez-vous majeurs.

A chaque fois, l'interopérabilité a été une problématique centrale.

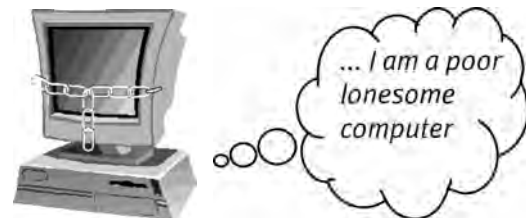
- FTSIC : numériser la chaîne Log et la rendre interopérable du niveau 2 au niveau 6 (de la division à la section d'emploi),
- LANNES/FORTEL : faire travailler ensemble des GTIA et S/GTIA français et alliés et échanger des informations provenant d'une quinzaine de SIO notamment de l'Armée de l'Air,
- NEMESIS SWORD 2010 : armer une division française à trois brigades : deux françaises et une espagnole au sein d'une coalition aux ordres du 1^{er} corps Germano-néerlandais,
- NEPTUNE : rendre interopérables les SIO des différents ministères impliqués dans une crue majeure de la Seine en RTIDF.



A chaque déploiement, il a fallu mettre en œuvre des sommes d'efforts et des trésors d'astuces pour, au final partager, a minima. L'interopérabilité de nos SIO est-elle condamnée à progresser à pas comptés ?

Sur le plan technique les difficultés sont aujourd'hui derrière nous et cet aspect est pratiquement secondaire. Toutefois, l'interopérabilité se définit comme «la capacité de plusieurs systèmes, unités ou organismes à opérer ensemble grâce à la compatibilité de leurs organisations, doctrines, procédures, équipements et relations respectives».

Et là, on mesure le chemin qui reste à parcourir.



- La NEB a mis en exergue la nécessité d'échanges permanents au niveau interarmes et interarmées. Parfois pris de cours par cette évolution soudaine, nos moyens de communication ne sont que rarement, de prime abord, compatibles.
- Les opérations en cours soulignent le besoin d'échanges simples, rapides, fiables et permanents entre les différents acteurs. Aujourd'hui, l'interopérabilité la plus aboutie repose sur le réseau Internet. Il faut donc s'en inspirer.





Les simples échanges de messages informels ne suffisent pas. Les grandes nations militaires, aujourd'hui, veulent partager des situations tactiques, s'adresser des schémas de manœuvre, s'échanger des images en temps réel. Pour y parvenir, plus que de la technique, il faut de la volonté.

La prudence qui s'impose en la matière freine, sans doute avec raison, certains échanges. Il faut sans aucun doute toujours mieux protéger les informations d'intérêt national «le SPECIAL FRANCE». Mais, dans le même temps, plus volontiers mettre à la disposition de nos alliés, mais aussi des équipes civiles, les informations utiles à l'ensemble.

Lors de la 3A de l'exercice NEMESIS SWORD, le général commandant l'EMF1 mettait en avant cette nécessaire confiance avec nos alliés résumée par ce slogan «*Dare to share*» ! En attendant une encore plus grande interopérabilité de nos systèmes, la «**volonté d'oser échanger**» au niveau de tous les acteurs, depuis les industriels qui conçoivent nos systèmes jusqu'au plus haut niveau du commandement, est la piste qu'il faut résolument emprunter ■

Stage BRIGADOC 2011

Le prochain stage des commandants de brigade (BRIGADOC) portant sur les modes d'emploi des Forces terrestres dans un cadre interarmées (Doctrine et Retex) sera organisé par le CDEF à l'Ecole Militaire du 16 au 20 mai 2011.

L'objectif de ce stage est de préparer les futurs commandants de brigade à leur prochain emploi. Les conférenciers de haut niveau provenant de divers horizons, y compris bien sûr interarmées, aborderont les principaux enseignements tirés des opérations en cours, ainsi que les évolutions doctrinales et structurelles récentes les plus significatives. Ce stage cherche chaque année à répondre au souci constant d'adaptation à la réalité des engagements. L'intervention du général Chef d'état-major de l'armée de Terre, et les échanges informels qui la suivent, constituent un moment fort de ces journées.

BRIGADOC s'adresse aux futurs commandants de brigade, quel que soit le type de celle-ci (BIA, BAS ou BL), aux futurs adjoints directs (colonels adjoints et chefs d'état-major), ainsi qu'aux futurs généraux adjoints et chefs d'état-major d'EMF.



La coordination des

Une affaire de coopération Terre/Air

EXPÉRIENCE
D'UN AVIATEUR

CAPITAINE (TA) MARC LOCQUEVILLE
CHEF OPÉRATIONS CPA 20
CTA BATTLE GROUP BISON

A lors que les troupes de mêlée de l'Armée française livrent aujourd'hui en Afghanistan de rudes combats face à un adversaire tenace, opportuniste et sans scrupules, la bonne utilisation des appuis est plus que jamais devenue déterminante, qu'il s'agisse de l'appui génie, de l'appui artillerie ou de l'appui aérien.

L'appui aérien est un concept global qui comprend l'appui aérien centré sur le feu (dont le CAS¹ et le CCA²) mais aussi l'appui transport (dont le RTPA³, le largage matériels grande hauteur à ouverture basse effectué par ATT⁴ et le largage petit colis réalisé par HM⁵), l'appui guerre électronique et l'appui renseignement.

Afin de garantir aux GTIA projetés en Afghanistan une bonne intégration des effets de la manœuvre aérienne, le contrôleur tactique Air - FAC⁶ très expérimenté de l'Armée de l'air - est directement placé au sein du centre opérations du GTIA. A ce titre, il participe à la conception des opérations dans le domaine de l'emploi des moyens CAS et CCA et organise les opérations hélicoptères notamment. Lors des phases de conduite des opérations, le CTA conseille directement le chef de corps du GTIA et son chef des opérations en matière de manœuvre aérienne ; cette expertise porte notamment sur le choix et l'emploi de l'effecteur et sur le choix du type de munitions. Le CTA est également responsable de la déconfliction de tous les moyens qui volent dans sa zone d'action (avions de chasse, hélicoptères de transport ou d'attaque, drones MALE⁷ ou tactiques, obus d'artillerie) et du bon emploi et du bon travail des FAC sur le terrain.

La diversité et la complémentarité des appuis feux disponibles sur le théâtre afghan requièrent bien entendu une entente et une cohésion sans faille entre le DL artillerie et le CTA qui, chacun dans leurs domaines de compétences respectifs, proposent au chef de corps du GTIA des solutions en matière

d'emploi des appuis. C'est sur la base de ces propositions que le chef de corps choisit l'effecteur et donne ses ordres pour réaliser le meilleur appui. C'est à ce titre et pour fournir en permanence aux troupes au sol le bon appui au bon endroit au bon moment que le binôme DL artillerie - CTA est systématiquement déployé avec le PC tactique de GTIA.

Le meilleur exemple d'intégration des effets et de complémentarité des moyens est sans doute intervenu lors de l'opération « *Bison Ruck* ». En plein cœur de la zone d'action, lors du désengagement du GTIA, les éléments d'appui qui doivent être récupérés par CH-47 sont pris à partie par des insurgés mobiles et difficilement détectables. Au même moment, à quelques kilomètres de là, un VBHP⁸ verse dans un ravin et un membre d'équipage est blessé.

Viennent alors se superposer dans la zone d'action 2 chasseurs F-16, 1 SDTI, 2 hélicoptères Tigre, 2 CH-47 escortés par 2 OH-58 et 1 Caracal escorté par une Gazelle pour assurer la MEDEVAC.

Les chasseurs américains réaliseront des *show of force* et les Tigre effectueront des passes canon et roquettes pendant que les CH-47 désengageront les éléments d'appui et que le Caracal évacuera le soldat français blessé.

Dans le même temps, des tirs artillerie (mortier de 120 mm et canon de 155 mm) sont en préparation et seront déclenchés dès que l'espace aérien sera libéré.

Selon l'adage « *pas un pas sans appui* », l'intégration des effets de la manœuvre aérienne associée à l'évidente complémentarité des moyens d'appui permet aux troupes de mêlée d'opérer dans les meilleures conditions sur un théâtre d'opérations aussi exigeant que l'Afghanistan ■

appuis feux interarmées

qui montre son efficacité en Afghanistan

CAPITAINE TRISTAN ZELLER,
35^{ÈME} RÉGIMENT D'ARTILLERIE PARACHUTISTE

EXPÉRIENCE
D'UN TERRIEN

L'afghanistan est le théâtre d'opération par excellence où l'armée française «réapprend» la coopération interarmes et interarmées, aspect central de la manœuvre globale essentielle à la réussite de la mission. Cette coopération s'exprime notamment et quotidiennement au sein de la composante des appuis feux à la manœuvre aéroterrestre, qu'ils soient de nature air-sol ou sol-sol.

Pour cela, la «synergie» entre l'armée de l'Air et l'armée de Terre est primordiale afin de fournir avec une grande réactivité un appui aux troupes déployées au sol, au contact avec un ennemi asymétrique, fugace, manœuvrier et surtout difficile à fixer. Un véritable travail coopératif et, partant, une grande cohésion, naissent alors à tous niveaux, mettant à profit les connaissances et les expériences techniques et tactiques de chacun, dans le seul but de gagner en efficacité sur le terrain.

En effet, depuis la projection des deux GTIA⁹ français en KAPISA et SUROBI, des aviateurs sont insérés dans les *Task Forces (TF)* et plus particulièrement au sein des DLOC¹⁰. Leur rôle est d'apporter l'expertise dans le domaine du CAS et de l'emploi de l'appui aérien, en liaison avec le CAF¹¹, l'artilleur conseiller pour les appuis feu au niveau du bataillon. Ces aviateurs servent soit au sein de l'équipe CTA¹² -œuvrant au centre opérations du GTIA en y fournissant un conseil technique et en y assurant concrètement la coordination

dans la troisième dimension- soit au sein des équipes JTAC¹³, déployées par l'armée de l'Air au sein des OMLT¹⁴ ou bien des SGTIA¹⁵.

Ces équipes servent aux côtés des propres équipes déployées par l'armée de Terre qui, outre la capacité d'appui CAS, détiennent également la capacité de mise en place des appuis sol-sol.

A titre d'exemple, un des deux GTIA accueille deux équipes de l'armée de l'Air :

- l'une est déployée au niveau de l'escadron blindé, aux côtés d'un observateur d'artillerie, ce qui offre une excellente complémentarité,
- l'autre est le CTA, agissant en relation étroite avec le CAF au sein du centre opérations. Le CTA y travaille à deux niveaux : en conduite, pour l'acheminement dans les plus brefs délais des moyens aériens et l'ouverture des ROZ¹⁶ permettant la mise en œuvre des appuis, mais également en planification, afin de préparer les opérations futures en liaison avec le CAF, en proposant un emploi complémentaire et coordonné des moyens aériens (drones, hélicoptères d'attaque, avions armés).





Au sein d'un DLOC, le CTA demeure la référence technique tandis que le CAF est le responsable de tous les aspects tactiques. L'équipe CTA utilise un « chat » lui permettant de suivre la situation des moyens aériens et de les coordonner dans la 3^{ème} dimension en temps réel. Sur le terrain, les équipes de spécialistes de l'appui aérien, qu'elles soient d'origine Air ou Terre, mettent en œuvre des matériels optiques jour/nuit adaptés à leur mission et permettant l'acquisition des objectifs, ainsi que des moyens de communication performants et sécurisés (liaison interarmes, liaison vers les hélicoptères ou les aéronefs).

L'un des points essentiels de la préparation des équipes porte, en métropole, sur les qualifications puis la reconduction de ces qualifications, qui exige un effort important, sur le plan technique (exercice d'illumination laser, pratique de la langue anglaise, connaissance de la procédure OTAN, guidages hors exercices tactiques) et tactique (guidages lors d'exercices, tirs réels).

En somme, les appuis délivrés depuis la 3^{ème} dimension sont essentiels à la manœuvre d'un GTIA à dominante infanterie, qui évolue le plus souvent à pied sur le théâtre afghan. Pour cela, ils doivent être réactifs, précis, complémentaires et adaptés à la nature de l'adversaire. Cette réussite ne peut passer que par une nécessaire et fine coordination « entre aviateurs et terriens »■

NDLR :

Au moment où nous mettons sous presse, les travaux de la PIA n° 335 sur l'organisation et les modes d'action du DLOC sont en cours de finalisation. Ce document sortira sous timbre CICDE à l'été 2011. Il fallait que la doctrine prenne acte de la réalité opérationnelle : la coordination des appuis interarmées est en effet une affaire qui marche bel et bien en opérations aujourd'hui.

1 CAS : close air support.

2 CCA : close combat attack.

3 RTPA : reconnaissance de terrain pour poser d'assaut.

4 ATT : avion de transport tactique type Transall C-160

5 HM : hélicoptère moyen type Caracal

6 FAC : forward air controller

7 MALE : moyenne altitude longue endurance

8 VBHP : véhicule blindé hautement protégé.

9 GTIA : groupement tactique interarmes (*id est* : unité de combat interarmes du niveau bataillon).

10 DLOC : détachement de liaison, d'observation et de coordination.

11 CAF : coordinateur des appuis feu.

12 CTA : contrôleur tactique Air.

13 JTAC : joint tactical attack controller.

14 OMLT : operational mentoring and liaison team.

15 SGTIA : sous groupement tactique interarmes (*id est* : unité de mêlée du niveau compagnie ou escadron, renforcée en appuis).

16 ROZ : restricted operations zone (*id est* : volume de coordination des moyens dans la 3^e dimension déployé en tant que de besoin au dessus d'une zone d'engagement).

À PARAÎTRE PROCHAINEMENT !

DOCTRINE TACTIQUE

N°21

Revue d'études générales



le combat des capitaines



MINISTÈRE
DE LA DÉFENSE
ET DES
ANCIENS COMBATTANTS

Armée
de Terre

2011

Séminaire tactique 2011
Mercredi 4 mai – Ecole militaire Paris 7^e

« LA COOPÉRATION
INTERARMÉES
DANS L'ENGAGEMENT
TACTIQUE DES FORCES
TERRESTRES »

A NOTER DANS VOS AGENDAS !

- ✓ **Table ronde n°1 :**
l'environnement interarmées de l'engagement des forces terrestres sur le territoire national.
- ✓ **Table ronde n°2 :**
appuis, coordination et coopération interarmées au profit des forces terrestres dans les OPEX.

Le centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF) et le collège de l'enseignement supérieur de l'armée de Terre (CESAT) ont l'honneur de vous convier à la cinquième édition annuelle du séminaire tactique de l'armée de Terre.

Les participants pourront échanger avec les intervenants de tous horizons, non seulement français (EMA, EMAT, EMIAZDS, EMF, 3^{ème} BM, CFA), mais aussi étrangers, qui apporteront leur expertise et leurs réflexions.

**LA COOPÉRATION INTERARMÉES
DANS L'ENGAGEMENT TACTIQUE
DES FORCES TERRESTRES**

**SEMINAIRE
TACTIQUE**

2011

- L'environnement interarmées de l'engagement des forces terrestres sur le territoire national
- Appuis, coordination et coopération interarmées au profit des forces terrestres dans les OPEX

**mercredi 4 mai 2011
de 9h00 à 17h00
amphithéâtre Foch
Ecole Militaire - Paris 7^e**

www.cdef.terre.defense.gouv.fr
www.cesat.terre.defense.gouv.fr

Information - 01 44 42 47 57

Armée de Terre

CENTRE DE DOCTRINE
D'EMPLOI DES FORCES

COLLEGE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR DE L'ARMEE DE TERRE

Consultez le programme complet et inscrivez-vous en ligne sur le site intraterre du CDEF et du CESAT.

<http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr> ou <http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr>